



Compte-rendu de l'audience UNSEN/X. Darcos, le 4 décembre 2007

Une délégation de l'UNSEN-CGT¹ a été reçue le 4 décembre 2007 par X. Darcos et plusieurs membres de son cabinet².

Dans un contexte de suppressions massives d'emplois d'autant plus préoccupant que celles-ci se cumulent depuis 5 ans, nous lui avons fait part de nos inquiétudes et de celles des personnels, ainsi que de notre mécontentement sur la méthode utilisée pour « dialoguer ».

Nous lui avons notamment rappelé que : « Reçu en mai dernier avec notre fédération, il nous avait affirmé alors sa disponibilité pour l'écoute et son attachement au dialogue social. Nous en avons d'autant pris acte que celui-ci avait été pour le moins écorné par son prédécesseur ».

Or, en peu de temps, **une succession de mesures ont été annoncées, sans qu'il y ait eu la moindre concertation, du moins avec les organisations de la CGT.**

➤ Plusieurs décisions concernent le primaire.

La suppression des cours le samedi et la publication d'un document d'orientation qui se propose de définir les objectifs centraux et les contenus d'enseignement de l'école primaire ainsi que de renouveler les missions de l'école maternelle.

Le cadre est donc donné par le ministre.

La seule marge d'intervention laissée aux organisations syndicales -du moins à celles qui ont signé le protocole de discussion sur « le réinvestissement des heures libérées par la suppression des cours le samedi matin », concerne la mise en œuvre de cette mesure dont la CGT conteste toujours le bien fondé.

. Compte tenu de cette décision, le renforcement de l'enseignement du français ne se fera-t-il pas au détriment des autres enseignements : mathématiques, sciences, éducation physique, éducations artistiques... Qu'en sera-t-il de l'apprentissage d'une langue étrangère ?

. Ces 2 heures seront réparties sur les autres jours, hors temps de classe. Est-ce la solution pour ces élèves en difficulté, d'allonger leur temps scolaire au risque de les marginaliser en accréditant l'idée d'une responsabilité individuelle de l'enfant et de sa famille, effaçant ainsi toute responsabilité sociale ?

. Les RASED, dont nous revendiquons le renforcement des moyens d'action, sont les grands oubliés de ce texte. Ce n'est pas un fait du hasard.

➤ Il s'agit ensuite du relais donné aux propos du président de la République annonçant la fin du collège unique, dans son courrier aux éducateurs.

Les difficultés constatées pour assurer à chaque élève la réussite scolaire à l'issue d'une scolarité commune, mais non uniforme, allant de la 6^e à la 3^e, ne saurait justifier que l'on renonce à cette ambition.

A nos yeux, une telle décision sera source de nouvelles inégalités, que la décision de renoncer à la « carte scolaire » dans le second degré accentuerait davantage.

➤ Il s'agit, enfin de la généralisation du baccalauréat professionnel en 3 ans.

Celle-ci préfigure-t-elle la future réforme de l'enseignement professionnel évoquée à plusieurs reprises ?

Là aussi la méthode pose problème. Mais c'est aussi sur l'objectif et les contenus que se fondent notre désaccord et celui des personnels, que les mobilisations se construisent avec notre implication et notre soutien.

Nous avons été informés de la décision de généraliser les bacs pro 3 ans par voie de presse. Un discours dans l'académie de Reims en septembre, une circulaire qui fixe des objectifs quantitatifs fin octobre et un communiqué de presse qui donne des indications sur la création de BEP nouvelles formules en novembre.

Vous comprendrez que nous sommes interrogatifs sur cette façon de procéder qui démontre que sur des questions de cette importance le dialogue social ressemble à un écran de fumée.

• D'emblée, le ministre nous dit vouloir réinvestir le premier degré.

Pour le ministre, les élèves travaillent trop par rapport à la moyenne européenne sans que cela donne de bons résultats. Le test PIRLS le démontre (test international de lecture, la France y figure en 23^e position sur 40).

Il cite l'exemple de la Finlande (tout en étant conscient des limites de la comparaison) : moins d'années de scolarité, moins d'heures de classe, moins d'enseignants pour de meilleurs résultats qu'en France.

De plus, cette décision qui est mise en œuvre partout en Europe, répond à une forte demande sociale. Trois organisations syndicales représentatives ont d'ailleurs accepté de discuter des modalités d'application.

Les heures libérées serviront au début, plus pour mener des activités éducatives, accompagner les élèves dans le cadre d'un « temps différent » (« s'intéresser à la personne plutôt qu'aux programmes »), afin de se recentrer, ensuite, au cours de l'année sur le français et les mathématiques.

L'école après la classe fonctionne très bien déjà dans le second degré. L'école primaire doit être un lieu plus réactif.

Pour la CGT, supprimer un jour de classe perturbe le rythme biologique de l'enfant. Deux heures d'école en plus en petit groupe, cela ne va pas améliorer la grande difficulté scolaire (les 15 % en échec à la sortie du cursus), il vaudrait mieux créer des postes pour compléter et augmenter le nombre de RASED.

Le ministre balaie d'un revers de main les conclusions des recherches menées en chronobiologie (valables seulement en France, dit-il...).

Les RASED vont être stabilisés, et des postes sont créés dans le premier degré pour la rentrée 2008.

Nous pensons qu'il n'y a pas assez de postes créés au regard des besoins, nous voulons plus de maîtres que de classes...

(L'idée de stabiliser les réseaux peut être bonne si leur nombre augmente, tous les élèves en difficulté doivent pouvoir bénéficier de cette aide).

Devant notre inquiétude sur cette réduction importante des heures d'enseignement avec des contenus inchangés, il nous indique que l'on travaille à la réflexion des programmes. La réflexion sur les contenus est engagée et devra veiller aux équilibres entre disciplines (avec quelle concertation ?).

La question des EPEP n'est pas tranchée. Pour lui, c'est sûrement une bonne idée pour les zones rurales et mi-rurales.

La structure administrative en elle-même est une bonne chose, mais il émet cependant des réserves quant à la forte prégnance du politique dans la structure.

La généralisation n'est pas pour demain. Seules, quelques structures devraient voir le jour pour la rentrée 2008.

• Concernant le collège

Le ministre s'est défendu de vouloir mettre fin à l'idée de collège unique. Pour justifier de sa bonne foi, il a mis en avant les déclarations qu'il a pu faire pour préciser sa conception et celle du président de la République.

Pour lui, il ne s'agit pas de mettre en place un collège avec des parcours différents pour les élèves, mais de rompre avec l'idée que « tout le monde fasse la même chose au même moment ». Il appuie sa démonstration sur ce qui se développe actuellement avec l'accompagnement éducatif, dispositif dans lequel, selon lui, se sont engagés de nombreux enseignants et qu'il considère comme une grande réussite.

Nous sommes plus réservés et demandons une évaluation précise de ce qui se fait, d'autant que dans nombre d'endroits c'est avant tout avec les assistants d'éducation que se déroulent ces actions.

Il tente par ailleurs de nous rassurer par rapport à notre crainte exprimée d'un nouveau recul de la mixité sociale consécutif à la libéralisation d'une partie de la carte scolaire.

Il considère les résultats comme plutôt bons -des élèves étant accueillis dans des établissements auxquels ils n'avaient pas accès jusqu'à présent-.

Mais il ne répond que partiellement à notre inquiétude de voir se renforcer la ghettoïsation des collèges en difficulté, leur maintenir les moyens -décision temporaire- n'étant pas la réponse de fond attendue.

Nous ne pensons pas qu'il y avait de la place à la fois pour entreprendre une véritable refonte de la carte scolaire et pour travailler à rendre attractif les établissements qui sont aujourd'hui « contournés ».

La carte scolaire connaîtra donc de nouveaux assouplissements l'an prochain.

Selon le ministre, les mesures prises en amont du lycée, notamment au travers de l'accompagnement éducatif au collège et à l'école, sont parées de toutes les vertus. Elles devraient permettre de faire reculer l'échec scolaire, et si cela ne suffit pas, on aura recours à des stages pendant les vacances pour les écoliers en difficulté.

La CGT quant à elle est très interrogative vis-à-vis de dispositifs qui tentent plutôt de masquer les effets les plus visibles d'un échec scolaire produit avant tout par les conditions sociales qui sont complètement ignorées par le ministère et le gouvernement dont il fait partie.

• En ce qui concerne l'enseignement professionnel

Le ministre et ses collaborateurs ont défendu le bien fondé de la généralisation du bac pro 3 ans. L'objectif de la réforme serait de « vivifier » la voie professionnelle, de la rendre plus attractive pour conduire davantage de jeunes au niveau IV. Les sorties post BEP sont très importantes, avec un diplôme de niveau V de moins en moins reconnu par les employeurs. Actuellement sur 100 élèves admis en seconde professionnelle (1^{ère} année de BEP), 39 se retrouvent en terminale bac pro et 30 sont diplômés. Les cursus 3 ans devraient donc attirer davantage de jeunes, notamment ceux qui, aujourd'hui, choisissent une autre orientation et donc le meilleur niveau scolaire, et devraient tirer l'ensemble vers le haut.

Le ministre a tenu à rappeler :

1. que son objectif n'était pas de faire des économies budgétaires en soulignant qu'à terme cela coûterait même plus cher car le nombre de poursuite d'étude post bac augmentera,
2. qu'il ne proposait pas la suppression du BEP,
3. que la finalité des diplômes restait inchangée.

Sur la mise en œuvre de la réforme, il a admis que des rectorats avaient été un peu loin dans l'ampleur des transformations, et qu'il était intervenu pour calmer le jeu, mais il reste globalement sur le rythme prévu. L'ensemble des transformations des secondes professionnelles devrait être bouclé en 2009, avec une réforme menée à terme en 2012.

Cependant certaines filières, par exemple celles des formations du domaine des métiers d'art, pourraient ne pas être concernées. Par contre, les formations du tertiaire et certaines filières industrielles sont particulièrement visées par les transformations.

Sur le fond, l'UNSEN se prononce pour que de plus en plus de jeunes accèdent au niveau IV, qui devrait devenir le premier niveau de formation. Cet objectif pose la question des acquis scolaires à l'issue du collège. L'enseignement professionnel ne doit pas être pensé et conçu comme la solution à l'échec scolaire. L'accès massif au niveau IV de formation est conditionné par la résolution du problème de l'échec.

Pour la CGT, la voie normale d'accès au bac pro, c'est le BEP/Bac pro (2+2). Il y a une cohérence pédagogique avec les BEP largement conçus comme des propédeutiques aux bacs pro.

Les conseillers du ministre insistent beaucoup sur les redondances repérées dans les référentiels. Sans nier qu'il pouvait en exister, nous avons souligné que l'approfondissement des thématiques proposées n'étaient pas le même dans les BEP et les Bac pro.

Nous pensons que le parcours en 3 ans est possible pour les élèves sous certaines conditions et en tout état de cause en gardant la possibilité du parcours 2+2. C'est d'ailleurs une des conclusions du rapport de l'Inspection générale (Prat).

La cause des départs (importants) des élèves à l'issue de la terminale BEP est en grande partie due au fait qu'il existe davantage de sections de BEP que de sections de bac pro. N'est-elle pas aussi à rechercher dans les difficultés scolaires que rencontrent beaucoup d'élèves ?

Avec la généralisation du bac pro 3 ans, les sections de BEP disparaîtraient. Le BEP tel qu'il existe aujourd'hui reste pourtant un diplôme de référence dans certaines branches professionnelles.

Le nouveau BEP qui sera proposé relève plus d'une attestation de présence que d'un véritable diplôme. (Comme cela se pratique déjà dans certains pays européens comme par exemple l'Angleterre).

Nous n'avons pas eu de précision sur la transformation des secondes professionnelles qui devraient être redéfinies sur des champs professionnels plus larges.

Une réflexion pédagogique sur les contenus a-t-elle été conduite en amont ? Pour l'instant, les Commissions Professionnelles Consultatives n'ont été saisies d'aucune mission en la matière.

On est bien là en présence d'une réforme technocratique, une réforme structurelle qui s'exonère de la réflexion pédagogique. Ce simple constat devrait conduire à une attitude de bon sens qui consisterait à geler la réforme et à poser les problématiques d'ensemble avec les acteurs concernés, d'autant qu'au-delà du désaccord exprimé avec force par les personnels, il y a du scepticisme parmi l'encadrement de l'Éducation nationale.

Nous avons voulu attirer l'attention sur l'impact que cette réforme structurelle aurait sur la voie technologique. Aucune réponse satisfaisante ne nous a été donnée. Nous n'avons eu aucune précision sur le devenir de la réforme de la filière STI : abandonnée ? différée ? L'absence de réponse est inquiétante.

Le ministre nous a proposé d'entrer dans un processus de discussions, dont l'une des questions serait « *D'après vous, y a-t-il des filières professionnelles où le bac pro 3 ans serait plus pertinent ?* ».

Nous avons répondu qu'il lui fallait répondre d'abord à notre demande et à celle de l'intersyndicale d'arrêter le processus de généralisation du bac pro, ce qui pour l'instant n'est pas le cas.

L'UNSEN appelle donc à poursuivre les mobilisations et à multiplier les initiatives.

¹ Denis Baudequin, Luc Briatte, Patrick Désiré, Alain Gautheron, Catherine Perret.

² Philippe Court (Directeur de cabinet), Rolland Jouve (Conseiller social), Jean-Marc Huart